

## Cahier des Clauses Particulières

Marché de Prestations Intellectuelles

# **Accord-cadre mono-attributaire pour la réalisation de prestations de conseil agricole pour accompagner les acteurs du territoire**

**Date et heure limites de réception des offres :**

**Juin 2025 à 12h00**

**Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la région Risloise et Rugloise**

33 rue Aristide Briand

27250 - RUGLES

## Sommaire :

1. Contexte du territoire : Présentation des aires d'alimentation du captage du Syndicat d'adduction en eau potable de la région Risloise et Rugloise.
  - 1.1 Territoire et qualité de l'eau.
  - 1.2 Zone d'étude/périmètre des prestations (AAC de la Bigotière).
  - 1.3 Actions menées dans le cadre de la protection du captage de la Bigotière.
2. Objet du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
  - 2.1 Durée du marché
  - 2.2 Les objectifs visés par l'accompagnement
  - 2.3 Sélection des agriculteurs
  - 2.4 Mémoire technique
3. Description des missions et leurs organisations
  - 3.1 Descriptif des missions confiées
  - 3.2 Déroulé de la mission
  - 3.3 Phasage et contenu du projet
  - 3.4 Réunions
  - 3.5 Exigence vis-à-vis du conseiller titulaire

Annexe 1 : Programme d'action du BAC

Annexe 2 : Grille d'évaluation et de notation des conseillers en vue de leur agrément

Annexe 3 : Fiche descriptive du système agricole d'une exploitation

## **1. Contexte du territoire : Présentation des aires d'alimentation du captage du Syndicat d'adduction en eau potable de la région Risloise et Rugloise.**

### **1.1 Territoire et qualité de l'eau :**

Le SAEP3R dessert 13 communes en eau potable essentiellement sur le département de l'Eure. Cela représente 4300 abonnés soit 7500 habitants. 7 forages (Juignettes, le Saptel, la Bigotière, Chéronvilliers, Neaufles DN 1000 et DN 400 et les Lyres).

Le forage de la Bigotière couvre en moyenne 15 à 20% des besoins d'eau potable de la population. Il a été classé prioritaire suite à la conférence environnementale de 2009 pour des problèmes de qualité d'eau liés à la turbidité, aux pesticides et aux nitrates. Une usine de traitement de la turbidité est installée au Saptel.

Lorsque les eaux du captage de la Bigotière sont chargées en turbidité au-delà de 100 NFU l'usine ne permet pas le retraitement, le forage est donc mis à l'arrêt. La fermeture du forage de la Bigotière intervient majoritairement à l'automne et en hiver, lorsque les besoins en eau du syndicat sont les plus faibles. Mais, compte tenu de la sensibilité du territoire, il n'est pas à exclure que le forage puisse être fermé en plein été suite à de violents orages et donc à un lessivage.

En effet, les pics de nitrates, font suite aux fortes minéralisations lessivées par les pluies. Ils représentent également un risque majeur de pollution momentanée mais récurrent. Enfin, les pollutions liées à la présence de pesticides (majoritairement des herbicides) sont importantes et particulièrement à l'automne après les désherbages de céréale et de colza. Cette pollution est aussi une conséquence des pluies qui provoquent la mise en service des réseaux de drainages et du ruissellement. Les herbicides utilisés sur le maïs et le lin au printemps sont stockés dans le sol puis lessivés généralement à l'automne.

Ce forage de faible profondeur (24 mètres), est alimenté par deux sous-bassins, le Cauche et le Sommaire. Celui du Cauche est traversé par un cours d'eau temporaire qui, pendant les périodes sèches ne coule plus en surface. La présence de bêtouilles et de points de transferts rapides au fond de son lit a un impact important sur la nappe d'eau souterraine, d'autant plus que le Cauche sort d'exutoire aux drainages agricoles. Aussi, au regard des modes de transferts vers les eaux souterraines la limitation d'intrants permettra d'obtenir des résultats d'analyses encourageants dès la première année.

Dans le cadre de sa mission de service public d'alimentation en eau potable, le SAEP 3R encourage le développement de systèmes agricoles compatibles avec la protection de la ressource en eau sur le forage de la Bigotière. Les actions menées par le syndicat combinent information, sensibilisation, accompagnement technique collectif et individuel, accompagnement financier, travaux de protection de la ressource et développement des filières pour assurer une durabilité des changements mis en place.

En 2024, 6 exploitants du BAC de la Bigotière ont contractualisé une convention avec le syndicat afin de réduire leur utilisation d'herbicides sur maïs. Cette convention permet aux exploitants volontaires d'obtenir une prestation de désherbage mécanique prise en charge à 100% par le SAEP 3R, en contrepartie d'un plafonnement de l'IFT herbicide à 1,33, sans utilisation de S-Métolachlore et de Diméthénamide-P.

L'absence de ces produits racinaires utilisés en pré-levé et post-levé précoce (3 feuilles) vise à réduire la quantité de métabolites de ces deux molécules qui, à plusieurs reprises, ont dépassé les seuils de potabilité fixés par l'ARS. L'utilisation du binage permet, selon les stades et les conditions climatiques de se substituer au désherbage chimique. Cependant, l'utilisation d'herbicide foliaire permet dans un premier temps de maintenir les parcelles relativement propres.

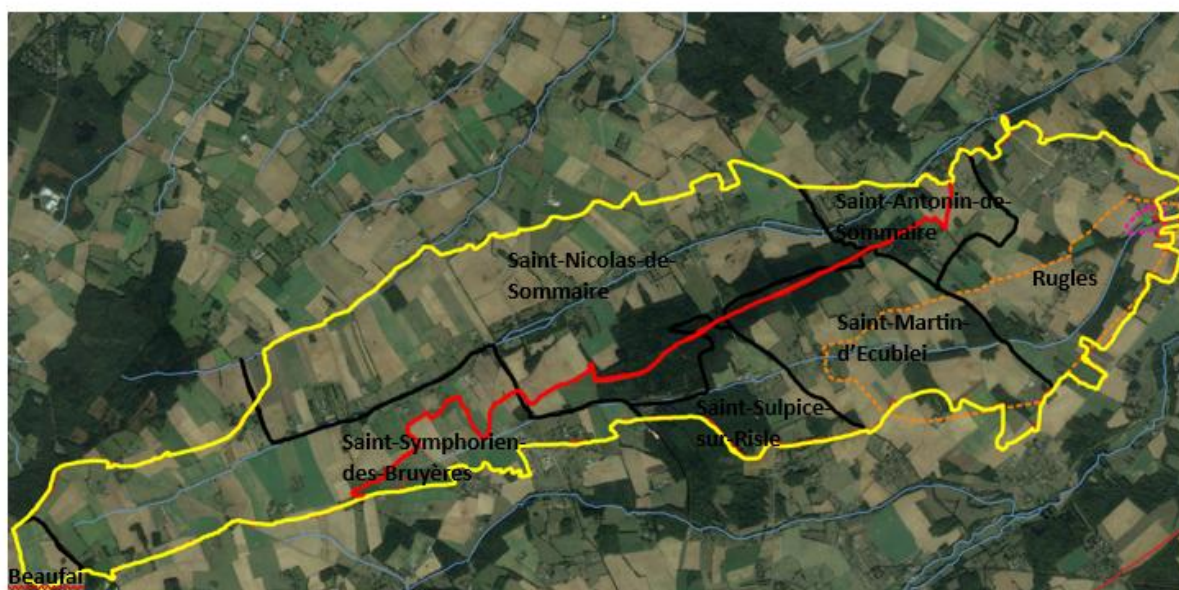
Néanmoins, de récentes analyses sur les eaux brutes de la Bigotière révèlent la présence de métabolite d'herbicide foliaire utilisé sur le maïs. Ainsi, le nicosulfuron et la terbuthylazine doivent également être moins utilisés. Il est essentiel que ces molécules ne représentent pas la base du désherbage sur les parcelles n'utilisant pas d'herbicide racinaire.

Il sera donc indispensable que les exploitants parviennent, dans le cadre de l'accord-cadre d'accompagnement de 3 ans, à réduire significativement leur IFT herbicide par le biais de leviers agronomiques (rotation, semis, désherbage mécanique...).

Le programme d'action du BAC qui sera définitif à compter de 2025 est présenté en annexe 1 du présent cahier de charge.

## 1.2 Zone d'étude/périmètre des prestations (AAC de la Bigotière).

Les actions définies par ce marché seront développées sur l'AAC de la Bigotière qui couvre une surface de 2 500 hectares de terres agricoles. Une cinquantaine d'exploitants sont concernés.



Le présent cahier des charges concerne les prestations de conseil auprès des agriculteurs du bassin d'alimentation du captage de la Bigotière.

Le présent marché est découpé en 2 lots géographiques :

Lot 1 : accompagnement des agriculteurs sur le sous bassin du Cauche – 6 exploitants

Lot 2 : accompagnement des agriculteurs sur le sous bassin du Sommaire – 4 exploitants

Un candidat pourra répondre aux deux lots en justifiant que les moyens humains proposés sont en adéquation avec les prestations demandées.

## **2. Objet du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).**

Le présent cahier des charges fixe les conditions d'exécution du marché de prestation de conseil individuel auprès des exploitations agricoles du BAC de la Bigotière, et ce, afin de permettre aux agriculteurs d'agir durablement pour l'obtention d'une ressource en eau de qualité.

Le présent contrat est un accord cadre à bons de commande mono-attributaire pour chaque lot.

Cet accompagnement est réparti principalement en 3 thèmes qui seront le support de l'accompagnement des agriculteurs :

- 1) **Réduction d'intrants.** Exemple : sans substitution de molécules, et mobilisation des leviers agronomique permettant la diminution aux recours des traitements chimiques
- 2) **Diversification et allongement de la rotation**
- 3) **Gestion des pertes en azote.** Exemple : notamment conseil autour des couverts d'intercultures à l'automne (ICL, ICC, repousses colza)

L'ensemble s'articule autour de **la reconception des systèmes de chaque agriculteur accompagné.**

### **2.1 – Durée du marché**

Le présent cahier des charges a une durée de 3 années, découpé comme suit :

- Diagnostic et élaboration de la feuille de route : avril à septembre 2025,
- Accompagnement sur 3 années culturales à débiter à compter de septembre 2025.

### **2.2 – Les objectifs visés par l'accompagnement**

Les effets attendus de cette prestation sont les suivants :

- Comprendre et représenter les systèmes de cultures et les systèmes de valeurs-décisions personnels des agriculteurs pour les accompagner aux changements de leurs systèmes de culture,
- Conseiller les agriculteurs sur leurs itinéraires techniques,
- Développer une approche globale pour arriver aux objectifs fixés dans le programme d'actions, notamment en termes d'atteinte des Reliquats d'Entrée d'Hiver (REH), d'IFT et de surface en prairie à maintenir et en surface à diversifier. (CF : annexe 1 - programme d'action)
- Définir des objectifs opérationnels et des conseils agronomiques à courts et moyens termes pour chaque agriculteur accompagné,

- Favoriser la réussite technique et la continuation dans le temps de l'implantation de nouvelles cultures à bas niveaux d'intrants ou de cultures de printemps-été sur le BAC,
- Disposer d'informations sur les leviers agronomiques mobilisés,
- Pouvoir faire les bilans des pratiques engagées et des changements de pratiques associés,
- Une logique système dans toutes les prises de décision tout au long du suivi devra être le fil conducteur de l'accompagnement.

## 2.3 – Sélection des agriculteurs

En amont du projet, l'animateur BAC aura effectué les étapes de recrutement des agriculteurs volontaires. Les agriculteurs s'engageront à la suite du diagnostic puis en signant la feuille de route.

## 2.4 – Mémoire technique

Pour la réponse à l'accord-cadre, les modalités d'accompagnement, l'organisation temporelle et les rendus fournis aux exploitants et au syndicat sont à présenter dans le mémoire technique. Les candidats sont libres de proposer des méthodes d'accompagnement qui leurs sont propres. Elles devront être détaillées dans ce mémoire.

Les candidats devront impérativement adapter leurs réponses aux enjeux du bassins d'alimentation de captage et aux objectifs visés présentés dans le paragraphe 2.2.

# 3 – Description des missions et de leurs organisations

## 3.1 – Description des missions confiées

L'opération a pour but de mettre en place un accompagnement et des conseils agronomiques individuels adaptés et établis sur la base d'un diagnostic des pratiques.

Par conséquent, le conseil apporté n'est pas simplement :

- Un respect de la réglementation,
- De la transmission simple de flashes techniques,
- De l'agriculture de précision,
- De la substitution de molécules,
- Un accompagnement à tenir les engagements uniquement pendant la durée du contrat de l'agriculteur.

Le conseiller doit identifier au cours du diagnostic des leviers agronomiques à mettre en place dans l'objectif final de :

- Supprimer les pratiques les plus à risque pour la qualité de l'eau
- Favoriser les mesures préventives agronomiques et les techniques alternatives aux traitements phytosanitaires
- Modifier les pratiques dans une vision à l'échelle du système de culture
- Instaurer des changements pérennes dans le système de culture
- Accompagner vers des pratiques ambitieuses et acceptables pour les agriculteurs.

Par ailleurs, si le candidat appartient à une coopérative ou un négoce agricole, le candidat doit pouvoir assurer et démontrer que son activité professionnelle est totalement déconnectée de quelques intérêts commerciaux (vente de produits phytosanitaires ou d'engrais azotés) pour assurer

l'accompagnement. Le candidat devra donc transmettre, dans son offre, un justificatif de cette séparation entre le conseil et la vente (ex : fiche de poste du conseiller).

Les conseillers spécialisés devront être agréés par le SAE3R pour intervenir dans le cadre du présent accord-cadre. La grille de notation est présentée en annexe 2.

Ces conseils pourront porter sur la stratégie de l'exploitation, l'introduction d'une nouvelle production, l'aide à la mise en place des leviers agronomiques pour diminuer l'utilisation d'intrants (phytosanitaire et azote), la maîtrise des coûts, l'autonomie de l'exploitation, la réduction de la consommation énergétique, l'amélioration des conditions de travail....

Les prestataires retenus travailleront en étroite collaboration avec l'animateur BAC du territoire concerné. Des échanges réguliers seront nécessaires au bon déroulé du projet. À tout moment du projet, l'animateur BAC pourra demander des précisions sur les dossiers au conseiller les ayant réalisés. De plus, l'animateur se réserve le droit d'assister aux rencontres entre le prestataire et l'exploitant agricole.

**Le candidat définira, dans son mémoire technique, comment il compte échanger et travailler avec l'animateur BAC.**

### 3.2 – Déroulé de la mission

La prestation se déroulera sur 3 ans et comprendra les étapes suivantes :

- Diagnostic du système agricole de l'exploitation
- Co-construction d'une feuille de route personnalisée d'évolution des pratiques agricole et signature de l'engagement par l'agriculteur,
- 1<sup>ère</sup> année de suivi sur l'année culturale 2025/2026,
- 2<sup>nde</sup> année de suivi sur l'année culturale 2026/2027,
- 3<sup>ème</sup> année de suivi sur l'année culturale 2027/2028,

### 3.3 – Phasage et contenu du projet

#### **Etape 1 diagnostic de l'exploitation.**

Un diagnostic individuel est réalisé avant tout conseil individuel, diagnostic élaboré selon une approche globale c'est-à-dire à la fois technique, agronomique, économique et social.

Le diagnostic-conseil de l'exploitation consiste à un échange entre le conseiller et l'agriculteur.

Ce diagnostic doit mettre en évidence :

- Les atouts et les contraintes de l'exploitation.
- Les pistes d'amélioration envisageables sur l'exploitation. Ces pistes doivent être discutées avec l'exploitant afin de permettre une approbation et une mise en œuvre dans les délais de l'action tout en permettant de répondre aux enjeux identifiés sur le BAC.
- Des indicateurs de progrès adaptés aux problématiques de l'exploitation (certains de ces indicateurs doivent être communs aux indicateurs de suivi du programme d'actions du territoire).
- Les objectifs à atteindre sur lesquels s'engage l'exploitant agricole bénéficiaire du conseil.

- Les points forts et faibles du système d'exploitation actuel et les marges d'amélioration possible en accord avec l'objectif de protection de la ressource en eau. Il s'agit d'une analyse critique des pratiques de l'exploitant par rapport aux enjeux du BAC.
- La santé économique de l'exploitation, la main d'œuvre disponible et le parc matériel. Ces éléments devront être formalisés pour identifier dans la feuille de route les besoins qu'aura l'exploitation pour répondre à une feuille de route idéale. L'objectif est pour le syndicat identifier s'il peut mobiliser des moyens pour accompagner l'exploitation à la mise en œuvre de cette feuille de route idéale. Le cas échéant, il faudra travailler une feuille de route avec des objectifs atteignables et soutenables par l'exploitation.
- Le prestataire retenu devra collecter les données : les priorités de l'exploitant et les chantiers prioritaires, le descriptif des parcelles (type de sols, climat...), la dispersion du parcellaire, les ravageurs de cultures présents, les cultures et rotations pratiquées...
- Décrire le système de l'exploitation avec le rendu présenté en annexe 3.

Le candidat, dans son mémoire technique, présentera une trame de diagnostic qu'il compte déployer lors de cette étape.

Un rendez-vous individuel entre le conseiller et l'exploitant devra être organisé dès que possible à partir de la notification du bon de commande.

L'animation du SAEP 3R aura transmis, au préalable, au prestataire la liste des agriculteurs désirant s'engager.

Le prestataire prendra contact avec l'agriculteur. Il devra informer l'animateur de la tenue de ce rendez-vous de façon à ce que celui-ci puisse également être présent le cas échéant, à ce premier RDV. Les échanges pourront être complétés à posteriori par l'envoi de documents tel que le carnet de plaine, les plans prévisionnels de fumures (PPF), etc...

Le candidat pourra proposer et présenter, dans son mémoire technique, des outils innovants pour mener l'entretien avec l'agriculteur.

## **Etape 2 : Elaboration d'une feuille de route en co-construction.**

A l'issue du diagnostic, le conseiller élabore une feuille de route sur 3 ans. Il s'agit d'un plan d'actions pluriannuel établi avec l'agriculteur en se basant sur le diagnostic et les indicateurs du programme d'actions et dans une optique du respect des contraintes de l'agriculteur et d'une pérennisation des pratiques testées. Il devra fixer des grands objectifs pour les 3 campagnes culturales suivantes.

Cette feuille de route sera déclinée chaque année en un « programme d'actions annuel ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route, le conseiller proposera la mise en place d'essais à réaliser par l'agriculteur en année 1. Ces essais orienteront les pratiques à déployer à plus grande échelle en année 2 et 3 et devront contribuer à l'atteinte des objectifs. Les essais pourront être fait sur des parcelles entières (ex : technique de semis, gestion de l'azote, mobilisation de leviers agronomiques...).

La trame de cette feuille de route devra être présentée dans le mémoire technique du candidat.

Après l'élaboration de la feuille de route par le prestataire, une validation sera réalisée par l'animateur BAC qui pourra amender ou questionner le conseiller.



Un second rendez-vous où l'animateur BAC est obligatoirement présent permettra au conseiller de présenter à l'agriculteur la feuille de route pluriannuelle, d'échanger avec lui sur son contenu, de se mettre d'accord sur les pistes à suivre. L'objectif est d'identifier et de tenter de lever les freins techniques que les agriculteurs ont et qui les empêchent de mettre en place des pratiques compatibles avec les enjeux de qualité d'eau du BAC.

Le conseiller devra tenir compte des enjeux spécifiques liés au BAC sur lequel il sera missionné (enjeu phytosanitaire et/ou enjeu azote) : les orientations du conseil devront donc s'y reporter.

Lors de ce rendez-vous, l'implication de l'agriculteur est nécessaire. Il doit partager les objectifs des résultats fixés ensemble. Pour attester de son engagement à mettre en œuvre les préconisations discutées, il signera les résultats du diagnostic, puis la feuille de route l'engageant sur les trois ans à venir.

Le candidat décrira, dans son mémoire technique, sa prestation prévue sur cette étape 2, son organisation de la mission, les propositions mises en œuvre, et notamment les temps d'échanges avec les agriculteurs et l'animateur BAC.

### **Les livrables des étapes 1 et 2 :**

Il est attendu les livrables suivants :

- Le compte-rendu du diagnostic dont le format sera précisé dans le mémoire technique. Ce document devra être remis au syndicat au plus tard 3 mois après le rendez-vous avec l'agriculteur.
- Le 1<sup>er</sup> jet de la feuille de route pluriannuelle sera adressé en même temps que le compte-rendu du diagnostic pour validation de l'animateur BAC.
- Cette feuille de route devra être signée par l'agriculteur avant le démarrage de la 1<sup>ère</sup> campagne de l'année 1 du suivi.

Le prestataire devra évaluer le temps nécessaire pour remplir à bien les missions et il devra justifier ses choix dans le mémoire technique.

### **Année de suivi culturelle 1,2 et 3 :**

#### **Etape 3 : Suivi pluriannuel.**

Par campagne culturelle, le prestataire réalisera au moins deux visites sur l'exploitation en cohérence avec le calendrier culturel. Néanmoins, le candidat pourra proposer des modalités d'accompagnement complémentaires à ces visites ainsi qu'un nombre de visites supplémentaires. L'ensemble de ces éléments devront être détaillés et justifiés dans le mémoire technique.

Lors de ces visites, le conseiller effectuera un tour des parcelles de l'exploitation avec l'agriculteur afin d'observer le développement des cultures, les pressions en termes d'adventices, de maladies, de ravageurs, etc... Ces observations serviront d'appui pour le conseil. Ces visites permettront aussi d'assurer l'encadrement de la mise en place des actions explicitées dans la feuille de route.

A cours de l'une de ces visites, le bilan de la campagne passée sera fait avec le calcul des indicateurs à atteindre par l'agriculteur. Ce bilan devra être formalisé par le rendu d'une fiche avec les indicateurs.

La préparation de la campagne suivante sera également abordée au cours de cette visite et la feuille de route de l'année culturelle suivante sera établie.

Pour chaque rencontre, le conseiller préviendra l'animateur du SAEP 3R au moins 4 jours ouvrés avant chaque visite, afin qu'il puisse y participer s'il le souhaite.

Par ailleurs, il sera demandé une disponibilité téléphonique du conseiller tout au long de la prestation afin que ce dernier puisse répondre aux questions éventuelles de l'agriculteur suivi.

Dans sa note technique, le candidat présentera son organisation, son calendrier d'intervention, le détail de chaque rencontre avec les éléments abordés, l'accompagnement proposé et la mise en œuvre.

Un compte-rendu sommaire des sujets abordés avec l'exploitant devra être envoyé par mail à l'animation BAC.

Un rendez-vous de bilan de fin d'année culturelle devra être réalisé pour faire le point des réussites et échecs et les perspectives de l'année culturelle suivante devront être formalisés.

### **Les livrables de l'étape 3 :**

Il est attendu les livrables suivants :

- Une fiche annuelle de bilan des indicateurs atteints ou non par l'exploitant et les actions prévues pour l'année culturelles suivante.
- Un mail adressé à l'animation avec un relevé sommaire des constats et sujets abordés avec l'exploitant.
- A l'issue de la prestation, un bilan final de l'atteinte des objectifs et une évaluation de la pérennité dans le temps des actions lancées par chaque exploitant dans le cadre de cet accompagnement.

## **3.4 Réunions**

### **Réunion de coordination :**

Une réunion de lancement sera prévue par le maître d'ouvrage au début de la première année de l'accord-cadre pour les titulaires du marché. Cette réunion de lancement portera sur des détails inhérents à la coordination, la validation du diagnostic initial qui sera mis en place, les échanges entre le conseiller et l'animation BAC et les échanges de données.

### **Réunion Annuelle :**

Les années suivantes, une réunion annuelle avec chaque titulaire (indépendamment) pourra être programmée à la demande du SAEP 3R.

Elle sera effectuée en fin d'année culturelle et permettra de faire le bilan de l'année et de présenter les actions qui seront mises en œuvre pour la prochaine année culturelle.

### **Suivi trimestriel**

Le titulaire du marché devra rendre compte de l'état d'avancement des accompagnements réalisés à l'animateur territorial d'Eau de Paris, sur la base d'indicateurs convenus à la réunion de lancement. Ce type de suivi fera l'objet d'échange dématérialisé.

### 3.5 - Exigence demandée vis-à-vis du conseiller titulaire

Pour chaque conseiller identifié par le candidat, dans son offre, le volume de diagnostic et de suivi individuel qu'il sera capable d'assumer dans le cadre de ce marché devra être présenté, tout en tenant compte de ses potentielles autres missions au sein de sa structure.

Le candidat explicitera sa méthode d'organisation interne en cas de départ d'un conseiller.

Le SAEP 3R évaluera les conseillers proposés par le candidat via les critères présentés ci-dessous. Seuls les conseillers répondant à suffisamment de critères seront admis par le SAEP 3R.

La grille de critères servira à la grille de sélection du candidat et dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour l'admission des conseillers.

Les structures ayant obtenu l'agrément individuel de plusieurs conseillers devront mobiliser un nombre maximum de 2 intervenants sur le BAC.

Pour les conseillers spécialisés dans un type de productions ou de catégories d'exploitations (systèmes conventionnels, production de grandes cultures ou de polyculture-élevages), l'évaluation du conseiller se fera au regard des compétences dans ce domaine et l'agrément sera fait uniquement pour ce domaine d'intervention.

Est présentée en Annexe 2 la grille de notation des conseillers.

## Annexe 1 : Programme d'actions du captage de la Bigotière.

Enjeux	Objectif	Actions	Indicateurs	Valeur initiale	Valeur cible
<b>Respecter les limites de produits phytosanitaires dans les eaux brutes</b>					
<b>Limiter les usages de produit phytosanitaires</b>	Réduire l'usage des produits phytosanitaires pour ne plus avoir de dépassements des seuils réglementaires de qualité de l'eau	- Transmettre les itinéraires techniques permettant l'analyse des IFT d'un échantillon d'agriculteurs	% de SAU collectée	478 ha de la SAU (25%)	IFT de 50 % de surface de terres arables
		- Diminuer l'IFT herbicide maïs, colza et céréales sur le sous-bassin du Cauche (prestations désherbage mécanique, conseil individuel)	IFT herbicide sur les surfaces blé / orge / colza / maïs	IFT herbicide moyen 2023 : Blé : 2,61 Orge : 1,71 Maïs : 1,45 Colza : 1,72	IFT herbicide de référence (source : enquête pratiques culturales 2021) : Blé : 1,8 Orge d'hiver : 1,7 (pts : 1,2) Maïs : 1,4 Colza : 2
		- Réduire le nombre de molécules retrouvées dans les analyses	Nombre de molécules retrouvées	2023 : 13 molécules ou métabolites >0,1 µg/L	Aucune molécule ou métabolite en dépassement sur les molécules ou métabolite autorisés
	Promouvoir le désherbage mécanique	- Mettre en place une prestation de désherbage mécanique pour réduire l'IFT herbicide (maïs et colza)	Surface de cultures désherbée mécaniquement	Néant	50 % des surfaces en maïs 5 % de surface en colza
		- Mettre en place un groupe d'agriculteurs sur le désherbage mécanique avec conseil technique	Nb d'exploitants	Néant	Groupe à créer sous un an, avec un minimum de 8 exploitants
	Prioriser le sous-bassin du Cauche	- Mettre en place des conseils en agriculture intégrée	Nb d'exploitants	Néant	8 exploitants
		- Développer les surfaces de cultures à bas niveau d'intrants	% des surfaces du Cauche en BNI (jachères, prairies et autres)	26 % de la SAU du Cauche en prairies et jachères	Main�ten de 100 % de la surface du Cauche en prairies
		- Maintenir les zones de dilution (stratégie foncière)			
	Valoriser l'agriculture intégr�e	- Allonger les rotations en intégrant de nouvelles cultures (porte graine, culture de printemps, cultures avec IFT réduit (chanvre, Sorgho, sarrasin, luzerne), surfaces enherb�es)	Part des différentes cultures (dont les BNI) dans l'assolement/an - % de SAU cultiv�e en cultures de printemps /été - Leviers mobilisés sur le territoire et surface concern�e par ces leviers	Surface 2022-2023 : Céréales d'hiver : 40 % Porte-graine : 3 % Cultures BNI : néant Surfaces enherb�es : 24 % Jachère sur BAC : 1 % Jachère sur le Cauche : 1 % Miscanthus : néant 9,5% de SAU cultiv�e en cultures de printemps	% de la SAU totale : - en céréales d'hiver < 40 % - main�ten des surfaces en porte-graine - cultures BNI : 10 ha - maintenir les surfaces enherb�es sur l'AAC - maintenir les surfaces en jachère à l'échelle du bassin versant du Cauche. = 15 % de la SAU totale Leviers à mobiliser sur 50 % de surface de terres arables
		- Privilégier la mise en place de jachère notamment dans la partie Nord-Est du BAC (terres de moins bonne qualité)			
		- Mettre en place des cultures permanentes (Miscanthus, prairie permanente...)			
		- Mettre en place et s'appropri�r des leviers techniques permettant des diminutions des traitements chimiques sans détériorer la viabilité de l'exploitation (ex : diversification, allongement de la rotation, décalage de date de semis, désherbage mécanique)			

Enjeux	Objectif	Actions	Indicateurs	Valeur Initiale	Valeur cible
<b>Limitier les pertes d'azote notamment en entrée d'hiver</b>					
<b>Maîtriser et réduire le REH à l'échelle du BAC</b>	Proposer des analyses de reliquats dans le cadre de l'observatoire départemental (couple REH-RSH)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maîtriser les reliquats d'azote Entrée d'Hiver (REH) des parcelles</li> <li>- Participer au suivi du réseau reliquat</li> </ul>	Nb de parcelles engagées dans le réseau reliquat	2023 : 12 agriculteurs et 38 parcelles	100 % de parcelles pour les successions principales dont le REH < 60 uN
			% de parcelles du réseau reliquat dont le REH < 60 uN	% de parcelles avec REH< 60 uN selon Observatoire départemental sur les 5 dernières années : CP*/céréales : 60 % Colza/céréales : 71 % Blé/colza : 46 % Céréales/blé : 23 %	CP*/céréales : 100 % Colza/céréales : 100 % Blé/colza : 60 % Céréales/blé : pas d'objectif
			Nb d'entretiens	2 entretiens/an/agriculteur	Maintenir de 2 entretiens/an/agriculteur
	Promouvoir et optimiser l'implantation d'intercultures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une couverture des sols de qualité lors d'ICL*</li> <li>- Privilégier l'implantation d'ICC* en couverts efficaces entre un précédent gourmand en fin de cycle et un suivant à faible besoin en début de cycle (Ex : Blé/ICC/Orge)</li> <li>- Améliorer l'efficacité des repousses de colza (allonger le temps de présence et l'homogénéité de la densité)</li> </ul>	% de parcelles ayant des couverts en ICL présentes après le 1er décembre		Surface en ICL : 100% de destruction des couverts après le 1er décembre
			% de parcelles ayant des couverts en ICC	Néant	5 % de successions en ICC
			Date de destruction / durée de présence des repousses		Pas d'objectifs
<b>Optimiser la gestion de la fertilisation</b>	Mettre à disposition un outil d'aide à la décision (OAD)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Laisser des bandes 0 ferti sur maïs ou d'autres cultures valorisant bien l'azote en période de forte minéralisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quantité d'N minéral/ha de terres arables</li> <li>- Surface amendée par manière organique (SAMO) annuelle</li> <li>- ratio SAMO / SAU.</li> <li>- dose N organique / ha</li> </ul>		Diminution de l'N apporté ou meilleure assimilation si N déjà faible.
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Expérimenter le pilotage de la fertilisation sur le blé et l'orge (ex : méthode APPI'N, ...)</li> </ul>	Nb d'agriculteurs	1 agriculteur	5 agriculteurs

Enjeux	Objectif	Actions	Indicateurs	Valeur Initiale	Valeur cible
Protection prioritaire du sous-bassin du Cauche					
Limiter les transferts rapides vers la ressource en eau	Réduire l'impact des rejets de drainage sur la qualité de l'eau	- Sensibiliser les agriculteurs sur l'impact des eaux de drainage - Réaliser un inventaire exhaustif des drainages	Surface de parcelles agricoles drainées	45% de la SAU drainée dont 91% des surfaces drainées connues	100 % des surfaces connues
	Réaliser un suivi renforcé de l'eau brute en surveillant les concentrations des micropolluants et la turbidité	- Réaliser 1 analyse/an sur 4 points stratégiques du Cauche - Communiquer sur les recommandations d'usage préconisées par les firmes, en particulier sur les surfaces drainées.	Nb de molécules > seuil de risque Nb de pics annuels		- Aucune concentration de molécules > 0,075 µg/l - pas de dépassement de 0,375 µg/l pour la somme des molécules
	Protéger les cours d'eau, plans d'eau, bétouilles et mares	- Maintenir les prairies existantes en fond de vallée	Surface de prairies	Surface de prairies actuelles : 26 % de la SAU	Maintien de 100 % des prairies existantes
		- Accompagner les exploitants dans des démarches d'aide ou de subvention à l'implantation de haies, prairies ou boisements - Développer les surfaces en agroforesterie, haies ou boisements	Linéaire de haies implantées Surface de prairies ou boisements implantés	Surface boisée actuelle : 246 ha	Implantation de 2 km de haies
		- Protéger les cours d'eau en favorisant la couverture végétale permanente le long des cours d'eau et leurs annexes, notamment les fossés, bétouilles et mares		- 39 points de transfert recensés - Ratio de bandes enherbées réglementaires et non réglementaires	- Implantation de prairies autour des 2 bétouilles principales (cf carte de localisation en annexe 3)
Animation et Communication					
Mobiliser et informer les agriculteurs	Impliquer les agriculteurs	- Participer aux animations - Réfléchir à l'intégration dans son système de leviers contribuant à la sobriété en intrants - Rencontrer l'animateur - s'informer sur les enjeux « eau » et faire remonter ses besoins / réflexions en cours - Partager le programme coconstruit	Nb d'agriculteurs du bassin d'alimentation de captage ayant participé à au moins 1 réunion	Nb de journées 2023-2024 : 3 Nb d'exploitants présents : Janvier 2024 : 3 Avril 2024 : 0 Juin 2024 : 1+2	100 % des agriculteurs
	Proposer des journées techniques, visites, formations		Nb d'entretien/an		1 entretien/an si terres arables sur le BAC
Qualité de l'eau	Améliorer la connaissance des exploitants sur la qualité de l'eau	Informersur la qualité de l'eau et tenir compte de l'enjeu	Nb d'agriculteurs présents aux réunions	Réunion 2023/2024 : 2 Présence aux réunions : Novembre 2023 :24 Février 2024 : 11	100 % des agriculteurs
		Identifier les molécules problématiques	Molécules problématiques	Nb de communication sur les molécules retrouvées.	Au moins 1 communication sur les molécules retrouvées
		Informersensibiliser les agriculteurs et acteurs sur la qualité de l'eau	Nb de mails envoyés Nb et type de communication sur la qualité de l'eau	1 mail d'info/an	1 information/trimestre

ICC : interculture courte / ICL : Interculture longue

CP : culture de printemps

## ANNEXE 2 : Grille d'évaluation et de notation des conseillers en vue de leur agrément

Compétences évaluées	Modalités d'évaluation	Notes /100
<b>Axe 1 -Connaissance des systèmes agricoles du secteur d'intervention</b>		
Connaissance et expertise des systèmes agricoles céréaliers (et de polyculture élevage uniquement pour les lots 01, 02, 03) du secteur et des systèmes agricoles innovants et économe en intrants: Expériences, spécialités, formations proposées, travaux de recherche, référence.	CV, fiche de poste, qualifications professionnelles	/13,5
<b>Axe 2 - Technicité</b>		
Connaissances pointues des leviers agronomiques permettant de limiter les impacts sur la qualité de l'eau (phytos et nitrates) ; capacité à faire des observations au champ et à analyser des données pour réalisation de préconisation. Ces connaissances et capacités doivent pouvoir être utilisées au service d'une vision systémique et pluriannuelle viables et durables.	CV, documents déjà réalisés (diagnostics, analyses, programmes d'action, protocoles et résultats d'expérimentations), expériences des systèmes économes en intrants	/18
<b>Axe 3 - Prise en compte des objectifs de protection de la ressource du SAEP 3R</b>		
Connaissance spécifique des leviers en lien avec une utilisation limitée des intrants (efficience, substitution, reconception), et aptitude à conseiller des techniques viables et durables.	CV, expériences sur des territoires à enjeux environnementaux, documents déjà réalisés	/15
<b>Axe 4 - Pédagogie et relationnel</b>		
Capacité à s'adapter aux contraintes et aux souhaits de l'agriculteur, capacité à réaliser un accompagnement permettant une appropriation des techniques par l'agriculteur, proposer des moyens innovants	CV, expériences d'accompagnement individuels ou en groupe, documents déjà réalisés	/13,5
<b>Valeur technique</b>		<b>/60</b>
<b>Prix des prestations</b>		<b>/40</b>
Note du prix du candidat : 40* Prix de l'offre admissible la plus basse/ prix de l'offre du candidat		

Seront agréés les seuls conseillers ayant obtenu la note de 14/20.

ANNEXE 3 : Fiche descriptive du système agricole d'une exploitation

